



NET REcul DE L'IMMIGRATION LÉGALE ET ILLÉGALE EN 2011

*Claude Guéant, Ministre de l'Intérieur, a présenté le 10 janvier 2012 le bilan du gouvernement sur la régulation des flux migratoires. Avec une **hausse de 12,5% des expulsions** et une **baisse de 26% de l'immigration professionnelle**, le bilan de 2011 va dans le sens d'un contrôle renforcé de nos frontières et d'une application plus efficace de la loi.*

Sortons de l'idéologie pour regarder avec pragmatisme les chiffres présentés par Claude Guéant le 10 janvier 2012 sur la régulation des flux migratoires.

La maîtrise de l'immigration a progressé et c'est positif. 3 chiffres sont à retenir :

- **+ 12% des expulsions de clandestins.** Il est normal de faire respecter la loi : quand un immigré n'est pas rentré légalement sur notre sol, il doit retourner dans son pays.
- **baisse de l'ordre de 40% du regroupement familial** depuis nos réformes de 2006 et 2007.
- **baisse de 26% de l'immigration professionnelle**, une mesure de bon sens quand la France connaît un chômage proche de 10%.

Dans le même temps, la France a enregistré des baisses de 30% des naturalisations, de 3,6% des titres de séjour, de 1% de l'acceptation des demandes d'asile.

Il faut se rappeler qu'en plus de la politique socialiste de régularisation massive des sans papiers, il y avait seulement 9 000 expulsions par an sous Jospin contre 33 000 expulsions d'étrangers en situation irrégulière aujourd'hui. **Nous sommes donc bel et bien passés d'une politique laxiste qui se satisfaisait d'une non-application de la loi, à une politique ferme et cohérente.**

Dans l'ensemble, notre politique porte ses fruits sur tous les plans. **Alors que la France a connu un afflux massif d'immigrés du fait notamment des**

événements géopolitiques au Maghreb et une forte augmentation du nombre de demandes d'asiles, l'immigration a baissé en France.

Au-delà du bilan positif, c'est une certaine idée de la France et de la République que nous défendons.

Le sens de cette politique de contrôle de l'immigration renvoie à une certaine conception de la France et de la société française. **Nous souhaitons que la France reste fidèle à ses valeurs, à ses principes républicains, comme la laïcité ou l'égalité hommes/femmes.**

Il faut donc refuser les communautarismes, la vie cloisonnée de communautés ethniques ou religieuses qui suivent leurs propres règles qui ne sont pas celles de la République ni de la France. Pour cela, il faut que les étrangers que nous accueillons s'intègrent à la France et non l'inverse. **Et l'intégration n'est possible que si nous maîtrisons les flux d'immigration. A l'inverse, vouloir une immigration massive et incontrôlée, c'est prendre le risque d'une intégration en échec et d'une société divisée.**

Pour le futur, nous maintiendrons notre effort pour contrôler l'immigration : révision du système Schengen, lutte contre la fraude, objectifs de baisse de l'immigration légale en 2012.

Sur proposition de la France, **une réforme permettant de rétablir les contrôles aux frontières en cas de circonstances migratoires exceptionnelles sera adoptée au niveau de l'espace Schengen.**

Dans le même sens, **la lutte contre la fraude permettra de faire reculer les filières d'immigration illégale qui détournent la générosité de notre système social. Les autorités peuvent désormais relier les fichiers des préfectures et les fichiers des caisses d'allocations familiales de manière à croiser les données afin de réduire la fraude aux prestations sociales.**

L'objectif de baisse de 10% de l'immigration légale fixé en avril 2011 est déjà en passe d'être rempli. Mais il nous faut aller plus loin en 2012 pour que l'immigration légale corresponde à notre réelle capacité d'accueil. Il nous faut éviter une immigration qui, trop importante, mettrait en difficulté notre pays et notre modèle social dans cette période de crise d'une gravité exceptionnelle.

Claude Guéant, après l'objectif de baisse de 10% de l'immigration légale entre avril 2011 et avril 2012 (objectif presque atteint dès janvier 2012), a fixé un **nouvel objectif de baisse de 17,5% de l'immigration légale en 2012-2013. La France affirme ainsi son droit de contrôler l'immigration pour que sa capacité d'accueil ne soit pas saturée, que les immigrés qui arrivent en France aient plus de chances de s'intégrer.**

Les mensonges du PS et les manipulations du FN n'ébranleront pas notre volonté de contrôler fermement l'immigration.

La question de l'immigration ne doit surtout pas être éludée pour respecter la censure des bien-pensants de la gauche. **Rien ne serait pire que de laisser le FN**

être le seul à s'exprimer avec une outrance intolérable sur ce sujet. Notre majorité, celle des droits et des devoirs, est non seulement légitime à parler d'immigration mais, comme le montre ce bilan pour 2011, elle est en plus efficace, mesurée et pragmatique.

C'est tout l'inverse du FN, rentier historique du laxisme de gauche et du PS, rentier historique de l'outrance du FN.

- **Le FN a fondamentalement intérêt à ce que les problèmes des Français, notamment celui de l'immigration, perdurent : le FN est un parti de rentiers du catastrophisme. Dès lors, puisque nous agissons et proposons des solutions efficaces, le FN nous attaque.** Lorsque Claude Guéant met en place 4 fois plus d'expulsions que Lionel Jospin, le FN comprend bien que l'immigration est fermement contrôlée : c'est donc tout son fonds de commerce qui s'écroule.
- **La gauche, depuis les années Mitterrand, pour faire monter le FN et déstabiliser la droite, a fait le choix du laxisme en matière d'immigration.** Un choix qu'elle assume aujourd'hui en promettant **la régularisation des clandestins et le droit de voter et d'être élu pour les étrangers !** Le PS, par la voix de François Rebsamen, chargé des questions de Sécurité dans l'équipe de François Hollande, a usé de la diabolisation pour critiquer le bilan de Claude Guéant. Les Français ne sont pas dupes. La manipulation du PS sur la circulaire concernant les étudiants étrangers a aussi fait « pschitt » : **le nombre d'étudiants étrangers en France a augmenté en 2011** et le nombre d'étudiants diplômés souhaitant, à l'issue de leurs études, travailler en France a augmenté de 17,6%, passant de 6 118 à 7 192 étudiants en 2011.

